



# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Date et heure limites de réception des offres

**Vendredi 7 novembre 2025 à 12h00**

# Table des matières

<b>RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION</b>	<b>1</b>
Article 1 – Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 – Objet de la consultation	3
2.1 Présentation générale	3
2.2 Codes CPV	3
Article 3 – Conditions de la consultation	3
3.1 Étendue	3
3.1.1 Montants	4
3.2 Décomposition	4
3.3 Variantes et options	4
3.4 Groupements / sous-traitance	4
3.5 Validité des offres	4
3.6 Durée	4
Article 4 – Dossier de consultation (DCE)	5
4.1 Contenu	5
4.2 Mise à disposition	5
4.3 Modifications	5
Article 5 – Candidatures et offres	6
5.1 Candidature	6
5.2 Offre	6
Article 6 – Sélection et jugement	6
6.1 Analyse des candidatures	6
6.2 Jugement des offres	6
6.3 Négociation	9
Article 7 – Dépôt des offres	9
Article 8 – Attribution	9
Article 9 – Renseignements complémentaires	9
Article 10 – Données personnelles (RGPD)	9

## Article 1 – Pouvoir adjudicateur

**Communauté de Communes de la Vallée de l'Oise et des 3 Forêts (CCVO3F)**

Président : Monsieur PONIATOWSKI

Adresse du siège : 78 rue Pierre BROSSOLETTE – 95590 PRESLES

Adresse administrative : 1 avenue Jules DUPRE – 95290 L'ISLE ADAM

## Article 2 – Objet de la consultation

### 2.1 Présentation générale

La présente consultation concerne la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Durée :

- **Période initiale** : 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026,
- Reconduction tacite annuelle, **3 fois maximum** (fin possible au 31 décembre 2029).

Le titulaire fournira l'ensemble des moyens humains, matériels et techniques nécessaires.

Une **visite obligatoire** des aires d'accueil est prévue, elle se déroulera le **mardi 7 octobre 2025 à 14h00** le lieu de rendez-vous est au 1 avenue Jules Dupré à L'Isle Adam (95290).

### 2.2 Codes CPV

- Services d'aires de caravanage : 55221000-5
- Services de gestion d'installations : 79993100-2

## Article 3 – Conditions de la consultation

### 3.1 Étendue

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée (articles **L2123-1 et R2123-1 à R2123-8**) en application du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire avec un montant minimum et un montant maximum (articles **R2162-2 et R2162-4 à R2162-6**).

### 3.1.1 Montants

Marché	Montant minimum par période d'exécution HT (€)	Montant maximum par période d'exécution HT (€)
Gestion des aires d'accueil Des gens du voyage	10 000	28 000

Aucune indemnité si le maximum n'est pas atteint.

### 3.2 Décomposition

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots (article **L2113-11**) . La dévolution en lots séparés étant de nature à rendre l'exécution du marché difficile et pouvant engendrer pour la CCVO3F des coûts supplémentaires.

### 3.3 Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### Option :

Le prestataire devra proposer l'installation, sur chaque aire d'accueil d'un système de télégestion pour réaliser les actions d'ouverture ou de coupure sur les organes d'alimentation d'eau et d'électricité. Le système automatisé devra couper les fluides si le crédit est épuisé ou encore pouvoir éditer des factures.

### 3.4 Groupements / sous-traitance

Les groupements **conjoint**s ou **solidaires** sont autorisés (articles **R2142-19** à **R2142-27**).

La sous-traitance doit être conforme aux articles **L2193-1** et suivants. L'offre devra **indiquer tous les sous-traitants** connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

### 3.5 Validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres. Une prorogation sera possible avec l'accord des candidats (article **R2151-1**).

### 3.6 Durée

Voir article 2.1. Reconduction tacite.

La non-reconduction est notifiée par LRAR avec préavis de 2 mois (article **R2195-1**).

## Article 4 – Dossier de consultation (DCE)

### 4.1 Contenu

- Règlement de Consultation (RC)
- Acte d'Engagement (AE) et annexes
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Bordereau des Prix Unitaire (BPU)

**CCAG-FCS 2021** (arrêté du 30 mars 2021). Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services applicable au présent marché et non joint au dossier est présumé connu du soumissionnaire. Il est disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

### 4.2 Mise à disposition

DCE disponible uniquement sur :

🔗 [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr) (article **R2132-2**).

**Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur.**

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

### 4.3 Modifications

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à **6 jours avant la date limite** (article **R2132-6**).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications seront alors notifiées dans la même forme aux candidats (via le profil acheteur de la CCVO3F) qui devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date pour la remise des candidatures et des offres est reportée au cours de l'étude du dossier, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

## Article 5 – Candidatures et offres

### 5.1 Candidature

Documents exigés (articles **R2143-3** à **R2143-10**) :

- DC1 et DC2 ou équivalents,
- Attestations fiscales et sociales,
- Chiffre d'affaires, assurances, moyens humains et matériels,
- Références similaires récentes.

Le **DUME** est accepté (article **R2143-4**).

### 5.2 Offre

- Acte d'Engagement signé,
- Cahier des Clauses techniques Particulières accepté,
- Bordereau des Prix Unitaire complété et signé,
- Mémoire technique (organisation, moyens, réactivité, qualité, environnement),
- Éléments complémentaires jugés utiles.

## Article 6 – Sélection et jugement

### 6.1 Analyse des candidatures

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le candidat :

- ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner (articles **L2141-1** à **L2141-11**),
- présente des capacités **techniques, professionnelles et financières** suffisantes (article **R2143-1**).

### 6.2 Jugement des offres

Les offres **irrégulières, inacceptables ou inappropriées** sont éliminées (article **L2152-1**).

Critères :

- Prix : 45 %
- Valeur technique : 40 %
- Délais d'exécution : 10 %

- Performances environnementales et sociales : 5 %

Méthode de notation : proportionnelle pour le prix ; qualitative pour la valeur technique, délais et performances environnementales/sociales.

- **Sur le prix 45%:**

Le niveau de prix proposé par l'entreprise, dans le cadre du bordereau des prix unitaires (B.P.U) et de la simulation comparative de commande.

**L'offre qui présente le prix en euros le moins élevé se voit attribuer la note la plus élevée.**

Les autres offres sont notées proportionnellement à l'offre la moins élevée selon la formule :

$$NP = NO \times (PO / P)$$

NO : note maximale de l'offre la mieux placée

NP : note de l'offre considérée

PO : prix de l'offre la mieux placée

P : prix de l'offre considérée

puis application de la pondération :

$$NPP = CO \times NP$$

CO : coefficient de pondération (45%)

NPP : note pondérée de l'offre considérée

NP : note de l'offre considérée

Concernant le critère prix :

La comparaison des prix sera effectuée sur la base du B.P.U.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détail des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimerait nécessaires.

- **Valeur technique 40% :**

Le mémoire technique permettra d'apprécier l'adéquation des offres aux spécificités des prestations à assurer en terme de qualité, de réactivité et de mise à disposition de matériel. Il sera notamment étudié la méthode de transmission des informations entre le prestataire et la communauté de communes ainsi que la qualité des interventions de maintenance (formations, etc.).

La valeur technique sera ainsi notée puis pondérée de la manière suivante :

$$\mathbf{NPP = CO \times NP}$$

CO : coefficient de pondération (40%)

NPP : note pondérée de l'offre considérée

NP : note de l'offre considérée

- **Délais d'exécution 10% :**

Un planning d'intervention et de présence sera fourni à la CCVO3F et il sera noté. De plus seront évaluées les modalités de réaction en cas de demande tardive de la CCVO3F ainsi que les astreintes éventuelles proposées.

Le critère délais d'exécution sera ainsi noté puis pondéré de la manière suivante :

$$\mathbf{NPP = CO \times NP}$$

CO : coefficient de pondération (10%)

NPP : note pondérée de l'offre considérée

NP : note de l'offre considérée.

- **Performances environnementales et sociales 5 % :**

Le candidat précisera les dispositions qu'il propose pour assurer des **performances environnementales et sociales**, notamment en matière de :

- gestion des déchets,
- méthodes d'entretien respectueuses de l'environnement,
- insertion professionnelle et qualité de la relation avec les usagers."

$$\mathbf{NPP = CO \times NP}$$

CO : coefficient de pondération (5%)

NPP : note pondérée de l'offre considérée

NP : note de l'offre considérée



## 6.3 Négociation

En application de l'article R 2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le contenu des offres avec les candidats.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les 3 candidats les mieux classés après analyse selon les critères fixés à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation. Il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## Article 7 – Dépôt des offres

- La transmission sera **exclusivement électronique** sur [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr).
- Une copie de sauvegarde sera possible (article **R2332-14**).
- Les plis seront horodatés ; un AR sera envoyé au candidat.

## Article 8 – Attribution

Le candidat retenu fournit dans les **5 jours** (articles **R2143-6 à R2143-10**) :

- Attestations fiscales et sociales,
- Extrait Kbis,
- Jugements éventuels de RJ.

## Article 9 – Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements complémentaires se font uniquement via le profil acheteur, au plus tard **6 jours avant la date limite** (article **R2182-1**).

## Article 10 – Données personnelles (RGPD)

Les informations recueillies lors de la procédure font l'objet d'un traitement de données par la Communauté de Communes, dans le respect du **Règlement (UE) 2016/679 (RGPD)** et de la loi Informatique et Libertés modifiée.

Chaque opérateur économique dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition auprès du Délégué à la protection des données (DPO) de la Communauté de Communes.